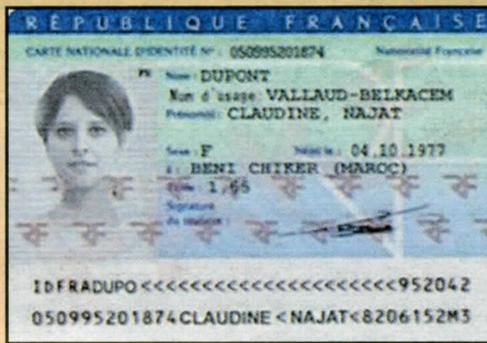


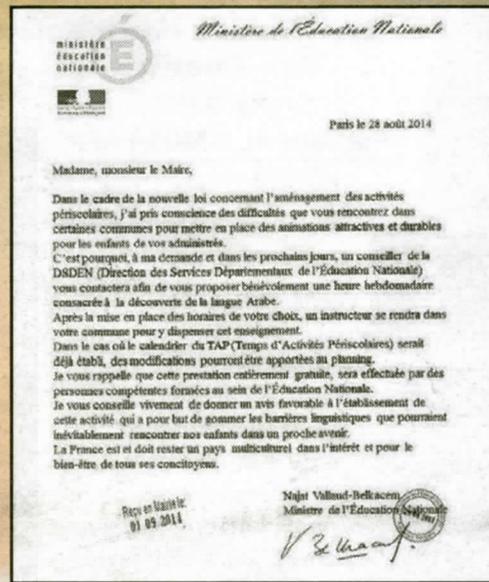
Les six ingrédients d'une rumeur en politique

# La femme qui dérange les crétins

**Depuis sa nomination, les rumeurs les plus extravagantes se multiplient à l'encontre de la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem. La fausse circulaire attribuée à Najat Vallaud-Belkacem proposant d'instaurer une initiation à la langue arabe est le parfait exemple de rumeur dont les responsables politiques sont l'objet.**



• La fausse carte d'identité de Najat Vallaud-Belkacem.



• La fausse circulaire attribuée à Najat Vallaud-Belkacem.

• Najat Vallaud-Belkacem.

**N**ajat Vallaud-Belkacem en fait la triste expérience: la calomnie est une véritable arme en politique. Depuis sa nomination à la tête de l'Éducation nationale, les rumeurs les plus extravagantes se multiplient à l'encontre de la ministre. Dernière en date: une fausse circulaire consacrée à la découverte de la langue arabe dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. La lettre a été largement relayée sur les réseaux sociaux ce week-end, entraînant même le dépôt d'une plainte par le ministère de l'Éducation nationale. Ce genre de calomnie est aussi vieille que la politique, et ses ressorts sont désormais bien connus.

Une personnalité publique. Le milieu politique se prête particulièrement à l'exercice. «Plus la personne est exposée publiquement, plus elle est susceptible d'être attaquée», analyse le professeur Arnaud Mercier, spécialiste en communication politique à l'université de Metz et à l'Observatoire du Webjournalisme. Mais cette notoriété peut être aussi locale et viser par exemple le maire d'une commune.» Les personnalités visées sont le plus souvent jugées clivantes. À cet égard, les rumeurs autour de Christiane Taubira sont très éclairantes. En pleine polémique sur le mariage pour tous, la garde des Sceaux était accusé d'être la mère d'un meurtrier, comme le rappelle le site Hoaxbuster. De la même manière, dès sa nomination, l'actuelle ministre de l'Éducation nationale s'est retrouvée sous le feu des

critiques notamment pour le soutien qu'elle avait apporté aux controversés ABCD de l'égalité.

## La fausse carte d'identité de Najat Vallaud-Belkacem

Une fausse preuve. Le mode opératoire est bien connu: un faux document accredité la rumeur. Ce n'est pas la première fois que l'actuelle ministre de l'Éducation nationale en est la victime. Depuis au moins un an, une soi-disant carte d'identité circule ainsi sur Internet. La socialiste y apparaît sous le nom de Claudine Dupont. Il s'agit d'une référence à des propos attribués à Ségolène Royale en février 2012 et, plus tard, démentis par l'intéressée. Cette dernière aurait alors déclaré dans Le Point: «Elle s'appellerait Claudine Dupont, elle ne serait peut-être pas là». Et, depuis la nomination de Najat Vallaud-Belkacem à l'Éducation nationale, le montage-photo a retrouvé une deuxième vie, amplement relayé sur les réseaux sociaux.

## Un véritable «processus de blanchiment de l'information»

Des vraisemblances. «La rumeur comporte une certaine forme de plausibilité, elle s'appuie sur des éléments crédibles, ajoute le chercheur Arnaud Mercier. Les auteurs vont exploiter et détourner un trait de caractère pour mettre en doute les capacités d'un adversaire politiques. Ils peuvent encore s'appuyer sur des stéréotypes.» Que ce

soit sur son nom ou les cours d'arabes, les origines marocaines de Najat Vallaud-Belkacem sont toujours mises en avant. Autre exemple: l'affaire Markovic mettant en cause la réputation de la femme du premier ministre, Georges Pompidou. La rumeur, en partie relayée par le journal d'extrême droite Minute qui évoque «la femme d'un homme politique», s'inspire de faits réels: le meurtre en octobre 1968 d'un délinquant yougoslave, Stefan Markovic.

Des relais. Pour qu'une rumeur se propage, il lui faut des relais. Et Internet joue un rôle nouveau. «Les réseaux sociaux ont entraîné une désintermédiation de l'information. Les internautes passent outre le filtre des journalistes, dont le métier est de vérifier ce genre d'information», observe le chercheur. De nouveaux mécanismes sont même venus se mettre en place pour accrédi-ter les rumeurs. Arnaud Mercier évoque un véritable «processus de blanchiment de l'information», qu'il a pu observer aux États-Unis. Une rumeur malveillante émerge sur un blog, l'«information» est reprise sans être vérifiée par un premier journaliste, qui lui apporte du crédit, avant d'être relayée par d'autres médias.

Une source. L'origine de la rumeur est très difficile à établir. Quand l'affaire est portée en justice, les condamnés sont ceux qui ont propagé les ouï-dire. Ainsi, en novembre 2012, un blogueur a dû verser un euro symbolique à Martine Aubry après avoir affirmé que l'ancienne secrétaire du PS était

alcoolique, homosexuelle et proche des milieux islamistes. La maire de Lille avait elle-même été obligée de démentir toutes ses affirmations. «Je sais tout, je sais qui les lance, je l'ai appris avant que ça ne sorte de deux sources différentes, des fonctionnaires m'ont alertés», avait-elle affirmée en se gardant toutefois de dévoiler les noms des personnes en question. Car c'est la grande force de la rumeur. «Elle évite de se montrer à visage découvert. D'autres parlent à votre place et se font les porteurs volontaires ou involontaires de la rumeur», écrit Philippe Aldrin dans son ouvrage Sociologie politique des rumeurs.

Et parfois un drame. Il est difficile d'évaluer l'impact d'une rumeur dans l'opinion. Celles visant Georges Pompidou au moment de l'affaire Markovic n'ont pas contrecarré son élection à la présidence de la République. La cote de popularité de Najat Vallaud-Belkacem n'en pâtit pas, la ministre récolte la confiance de 51 % des Français dans un sondage paru dimanche dans Le Parisien. Les calomnies peuvent néanmoins avoir des conséquences irréversibles. Victime d'une véritable chasse à l'homme sous la IIIe République, le ministre Roger Salengro avait mis fin à ses jours. L'artisan des accords Matignon était accusé dans la presse d'extrême droite d'avoir déserté pendant la Grande guerre. «S'ils n'ont pu réussir à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort», avait-il écrit peu avant de se suicider.